



HAL
open science

Plaidoyer pour une approche verticale du politique

Andy Smith

► **To cite this version:**

Andy Smith. Plaidoyer pour une approche verticale du politique. *Revue Française de Science Politique*, 2019, 69 (1), pp.157-161. 10.3917/rfsp.691.0157 . halshs-02080223

HAL Id: halshs-02080223

<https://shs.hal.science/halshs-02080223>

Submitted on 3 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Plaidoyer pour une approche verticale du politique¹

Redéfinir ce qu'est le politique : quel sujet pourrait intéresser davantage un politiste ? En tout cas, rien d'étonnant à ce que cela soit Stefano Bartolini qui relève le défi. Ce professeur italien de politique comparée qui, après un passage par les universités de Florence, de Trieste, de Genève et de Bologne, vient de passer douze ans à l'Institut universitaire européen (IUE), est célèbre pour ses travaux sur les clivages de classe, les partis politiques et le rapport entre la nation et l'Union européenne. En tirant profit de cette longue expérience de lectures, d'enseignement et d'enquêtes variées, S. Bartolini arrive à la conclusion que le politique est « la production et la distribution de la conformité comportementale »². Plus exactement, après avoir écarté avec élégance et précision six définitions du politique qui dominent la science politique et l'espace public, S. Bartolini développe progressivement sa conceptualisation alternative qui la limite à une activité qui « n'a pas d'autre but et de résultat que la structuration et la restructuration des règles et des institutions à la base de l'ordre social »³. Ce faisant, son objectif sous-jacent est d'inciter à un recentrage de la science politique sur « la verticalité » spécifique au politique. À rebours de toute théorie politique qui met en avant le caractère « horizontal » de « la gouvernance » contemporaine, selon l'auteur, cette verticalité constitue le fondement de l'ordre politique, et ce à toutes les périodes historiques, y compris la nôtre. Par conséquent, il importe que des politistes reconnectent fermement avec « *the dark side* » of *politics*, un côté obscur du politique, qui « est toujours latent, prêt à réémerger même quand on ne l'attend pas »⁴. Après avoir présenté cette thèse en suivant progressivement le cheminement de la pensée de son auteur, cette recension se terminera en pointant quelques interrogations que ne manque pas de soulever la lecture de l'ouvrage, notamment chez les politistes soucieux de concilier le nécessaire travail de théorie politique avec les apports d'une sociologie politique davantage tournée vers l'empirie.

Les définitions rejetées

Pour mieux étayer son propre positionnement, S. Bartolini présente dans le premier chapitre de l'ouvrage les définitions du politique disponibles sur le marché théorique et explique pourquoi elles sont à son sens insatisfaisantes. Il distingue six « familles » de conceptualisation du politique.

Le politique comme un ensemble d'activités (voter, légiférer, etc.). Selon S. Bartolini, le problème ici n'est pas seulement de lister les activités, ce qui pourrait vite devenir un exercice

¹. À propos de Stefano Bartolini, *The Political*, Colchester, ECPR Press, 2018, 170 p. Index.

². « *The production and distribution of behavioural compliance* » (p. ix). (Toutes les traductions sont de l'auteur.)

³. « *Has no other goals and no other outcome than the structuring and restructuring of the rules and the institutions that constitute the underpinning of orderly living together* » (p. 106).

⁴. « *Always burning under the ashes of favourable circumstances* » (p. 28).

sans fin⁵, c'est surtout qu'un tel raisonnement taxonomique ne permet pas de dégager la spécificité des activités politiques et finalement du politique. Bien qu'elle soit souvent utilisée dans des manuels de notre discipline, cette définition est donc trop extensive pour être utile sur le plan analytique.

Le politique comme un lieu institutionnalisé. Ici, le politique recouvre les activités qui se déploient au sein de *loci* spécifiques, ceux notamment associés à « l'État ». Le problème principal de cette seconde approche est qu'elle implique d'avoir préalablement identifié les lieux politiques et, par voie de conséquence, ceux qui ne le sont pas – un exercice impossible selon S. Bartoloni, et qui plus est futile⁶ (p. 14).

Le politique comme synonyme de conflit. Ici, le politique est vu comme une arène au sein de laquelle les intérêts s'opposent, se confrontent et sont régulés avec plus ou moins de réussite par une série de médiations. C'est la définition qui sous-tend notamment la philosophie politique d'auteurs comme Chantal Mouffe⁷. S. Bartolini déplore l'incapacité de cette approche à définir précisément le seuil de ce qui constitue un conflit pouvant être défini comme proprement politique.

Le politique comme synonyme du pouvoir. Selon cette famille définitionnelle regroupant des auteurs aussi divers que Max Weber, Harold Lasswell ou Robert Dahl, la politique est avant tout un moyen spécifique de l'obtention et de l'exercice du pouvoir. Tout en reconnaissant l'importance de la coercition pour définir le politique, S. Bartolini objecte l'incapacité de ce type d'approche à définir ce qu'il y a de politique dans une relation de pouvoir : « Le pouvoir en tant que tel désigne un phénomène social qui, au sein de la recherche sur le politique, est trop général et trop omniprésent pour être un objet théorisé. »⁸.

Le politique comme phénomène de distribution (inégaie) de biens et de valeurs. Chère aux fonctionnalistes comme David Easton⁹, cette conceptualisation du politique le définit en fonction de ce qu'il engendre : ses *outputs* (en termes de ressources, de reconnaissance, etc.). Cependant, comme le souligne S. Bartolini sous un angle résolument antifonctionnaliste, « le résultat d'une activité ne constitue pas forcément ce qui motive principalement un acteur. Par conséquent, il n'en est pas une bonne explication »¹⁰.

⁵. À la page 13, l'auteur cite comme exemple de cette définition les travaux conduits dans une perspective de « deep ecology ». Cf., par exemple, Tony Burns, « What Is Politics ? Robinson Crusoe, Deep Ecology and Immanuel Kant », *Politics*, 20, 2000, p. 93-98.

⁶. Et ce même si, selon l'auteur, d'excellents politistes comme Giovanni Sartori sont tombés dans ce piège analytique. Cf., par exemple, Giovanni Sartori, « What Is Politics ? », *Political Theory*, 1 (1), 1973, p. 5-26.

⁷. Chantal Mouffe, *On the Political*, Londres, Routledge, 2005.

⁸. « *Power as such identifies a social phenomenon which is too general and pervasive to be a theoretical object in the study of politics* » (p. 59).

⁹. David Easton, *A Systems Analysis of Political Life*, New York, John Wiley, 1965.

¹⁰. « *The result of an activity does not necessarily constitute the motivational principle for the actor and therefore the explanation for his or her action* » (p. 21).

Le politique comme l'agrégation des intérêts. Au centre de toute analyse économique de la politique, et notamment de celle d'Elinor Ostrom, cette approche braque les projecteurs uniquement sur « la production d'accords volontairement construits »¹¹. Or, pour l'auteur, une telle définition exclut de l'analyse les questions d'ordre et d'autorité. Par conséquent, le politique en sort comme un phénomène « bénin », voire angélique.

Cette revue de littérature liminale n'est pas seulement une excellente préparation à l'approche que S. Bartolini développe dans le reste de l'ouvrage. Au-delà, il s'agit d'une analyse fine, nuancée, quoique par moments accablante pour les auteurs cités, de la contribution discutable des sciences sociales à la définition du politique.

L'antidote conceptuel : le politique à la croisée entre confinement et monopolisation

En considérant ainsi que « le caractère du politique doit être défini indépendamment de l'objet ou de l'activité auquel il s'applique »¹², S. Bartolini propose de prendre comme point de départ d'une définition du politique les motivations des comportements individuels et collectifs (p. 30). Après avoir rapidement écarté les explications de cette motivation en termes d'intérêts, de moralité ou d'honneur, il précise qu'une action est politique uniquement « lorsque son but est de réaliser l'obéissance, l'aquiescence ou l'acceptation de la part d'autres acteurs » ; « décider pour les autres [étant] l'élément clé et distinctif »¹³. Autrement dit, l'action politique est nécessairement une recherche de « *compliance* », un terme clé qui, en français, se situe entre obéissance et conformité (p. 40). Par exemple, un objecteur de conscience qui s'oppose au service militaire agit moralement, mais dès qu'il incite d'autres à s'y opposer, il agit politiquement (p. 44). Partant de là, S. Bartolini précise sa définition du politique à l'aide de deux variables clés : le confinement et la monopolisation.

En s'appuyant sur l'ouvrage classique d'Albert O. Hirschman¹⁴, S. Bartolini définit le confinement des acteurs comme des situations où la sortie (*exit*) est proscrite ou fortement contrainte. Plus exactement, le confinement engendre des interactions non volontaires qui affectent les quêtes de conformité (p. 61). Ainsi, les frontières de chaque « champ social » agissent comme des mécanismes de verrouillage, et cela parce qu'elles augmentent les coûts de sortie et, en fournissant des bénéfices différenciés, encouragent ses membres à y rester (p. 65). En effet, sans endosser l'ensemble de la théorie des champs, S. Bartolini s'y réfère pour distinguer entre des champs « ouverts » et « clos », et cela en affirmant que ces derniers « génèrent une quête de l'obéissance comportementale des autres et une transformation en

¹¹. « *The production of voluntarily achieved agreements* » (p. 131).

¹². « *The nature of politicalness needs to be defined independently of the object or activity to which it applies* » (p. 29).

¹³. « *That type of action whose aim is to achieve the obedience, the acquiescence or the acceptance of other actors* » ; « *“deciding over the others” is the key and distinctive element* » (p. 38).

¹⁴. Albert O. Hirschman, *Exit, Voice and Loyalty*, Cambridge, Harvard University Press, 1970.

nécessité de la possibilité d'une action politique générique. Tout champ clos se caractérise par des interactions bien différentes et plus politiques »¹⁵ (voir figure ci-dessous).

Or, selon S. Bartolini, le confinement d'un champ social n'est politique que s'il s'accompagne de la monopolisation de sa direction. Cette délimitation supplémentaire du politique est nécessaire pour ne couvrir que des « situations au sein desquelles des groupes d'humains pris dans des relations d'interdépendance ne peuvent pas survivre en tant que groupe que si une quête d'obéissance est finalement sélectionnée comme une "commande", une commande qui va ensuite prévaloir par rapport à d'autres injonctions »¹⁶. Il s'ensuit que la direction d'un champ social, son *rulership*, constitue une variable clé pour définir ce qui relève du politique et ce qui n'en relève pas.

Ces deux variables, confinement et monopolisation, sont ensuite mobilisées par l'auteur pour construire la typologie suivante des « champs d'interaction » où, à des degrés et sous des angles variés, le politique peut exister :

	Confinement des acteurs →	
↓ Monopolisation de la direction	<i>champs ouverts</i>	<i>champs clos</i>
non monopolisé	champ anarchiques	champ naturel
monopolisé	champ d'autorité	champ gouvernemental

Figure reproduite de la page 92.

Pour l'auteur, il n'y a pas de politique dans un champ anarchique, c'est-à-dire là où la conformité n'est jamais imposée et où l'on ne trouve pas de situations de direction monopolistique (par exemple, dans les clubs de loisirs ou entre amis). En revanche, il peut y en avoir au sein d'un champ d'autorité qui se caractérise par un confinement relativement limité des individus qui le composent, mais aussi par une direction qui peut dans certains cas être sinon monopolistique, au moins discrétionnaire (par exemple, celle d'une organisation non gouvernementale ou d'une entreprise). À l'inverse, les champs qualifiés par S. Bartolini de « naturels » se distinguent en étant confinés (par exemple, une industrie comme celle du vin) mais sans direction monopolistique. Au contraire, cette direction reste toujours dépendante de la capacité des acteurs impliqués à obtenir de leurs homologues un comportement qui se

¹⁵. « Generate a search for the behavioural compliance of others and a transformation of the generic possibility of political action into a necessity. Closed fields manifest a distinctly different and greater politicalness of interactions » (p. 71).

¹⁶. « Situations in which groups of humans who are in a set of interdependence relationships cannot survive as a group unless one request for compliance is eventually selected as a "command" and prevails over any other set of competing instigations » (p. 72-73).

conforme à leurs désirs. Enfin, et sans surprise, ce sont les champs dits « gouvernementaux » qui intéressent S. Bartolini le plus parce que c'est au sein de cette catégorie que « les buts/valeurs ultimes accordés à tout acteur sont le résultat du rôle et du statut d'un acteur tiers (et ses agents) – un acteur localisé dans une hiérarchie centrale qui est spécialisée dans la production de l'obéissance comportementale pour le champ tout entier »¹⁷. Par conséquent, ce sont uniquement dans des champs gouvernementaux qu'émergent des problèmes de légitimité, et cela en raison de leur fort niveau de confinement (pas de sortie permise) et de monopolisation (l'unanimité n'est pas requise) (p. 104). Il s'ensuit que « le statut spécial du politique découle de la nature distinctive des dilemmes qui l'ont constitué ». Ces dilemmes sont « insolubles », tout en étant « justifiables » et « défendables »¹⁸.

Au-delà de la portée ou des insuffisances de la définition du politique développée dans cet ouvrage, il importe de reconnaître que la typologie résumée plus haut a également vocation à susciter de nouvelles enquêtes portant sur « les transitions » historiques empiriquement observées entre les types de champ et, par extension, entre les rapports au politique (p. 106 *sq.*).

Limites, extensions possibles et angles morts

Plus généralement, il ne fait pas de doute que l'effort théorique consenti par S. Bartolini et distillé dans ce court ouvrage débouche sur une proposition stimulante qui mérite de générer un débat approfondi au sein de notre discipline et bien au-delà. L'ouvrage ferme toute une série de fausses pistes et ouvre des chantiers nouveaux qui nécessitent une discussion sereine et serrée. Dans cette perspective, terminons donc cette lecture critique par trois séries de remarques qui cherchent avant tout à pousser l'auteur à préciser encore plus sa proposition, tout en la rendant davantage transposable à l'enquête empirique.

La *première* concerne son recours au concept de champ social. Le choix de ce terme est bienvenu, car il permet à S. Bartolini de discuter de l'ensemble des possibles formes de l'organisation sociale ou sociétale, et lui évite de limiter l'analyse aux situations lourdement affectées par un appareil étatique. C'est en cela, d'ailleurs, que l'ouvrage peut être un apport autant pour un spécialiste des associations que pour les enquêtes sur l'action publique ou les relations internationales. Cependant, dans ce cas, pourquoi esquiver les apports de la théorie des champs elle-même, ou au moins ne pas intégrer dans le développement théorique une discussion sérieuse de ce que certains perçoivent comme ses limites ? Certes, Pierre Bourdieu lui-même a consacré beaucoup plus d'attention au concept de pouvoir qu'à celui de politique. Mais des recherches plus récentes sur les champs ont non seulement permis de combler ce déficit en soulignant la spécificité de l'action politique au sein et entre des champs¹⁹. Elles ont

¹⁷. « *The final goals/values guaranteed to any actor result from the role and function of a third actor (and its agents) located in a central hierarchy specialised in the production of behavioural compliance for the field* » (p. 102).

¹⁸. « *Politics receives its special status by means of the particular nature of constitutive predicaments* » (p. 102).

¹⁹. Cf. notamment Vincent Dubois, « L'action de l'État, produit et enjeu des rapports entre espaces sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 201-202, 2014, p. 11-25 ; *id.*, « The State as a Field », dans Ivano Cardinale, Roberto Scazzieri (dir.), *The Palgrave Handbook of Political Economy*, Basingstoke, Palgrave, 2018, p. 29-51.

également montré pourquoi une conceptualisation structuraliste²⁰ des champs est plus robuste et attentive au politique qu'une définition molle et interactionniste²¹ – choix ontologique que S. Bartolini finit par endosser par défaut.

Notre *deuxième* remarque concerne un autre concept, celui de légitimation, que S. Bartolini ne cesse d'invoquer comme central mais sans en dire suffisamment pour être totalement convaincant. Par exemple, dans son développement sur sa variable de la monopolisation, il met l'accent, à juste titre, sur l'importance de la reconnaissance (*recognition*) en tant que composante essentielle de la légitimité d'un « dirigeant » (*ruler*, p. 73 sq.). De même, il rappelle ailleurs l'importance de la dépersonnalisation et de la formalisation comme des mécanismes par lesquels les dirigeants tendent souvent à pérenniser leur capacité à dominer. Toutefois, en tournant le dos à la riche tradition de travaux en sociologie politique sur ce point²², l'auteur ne fait pas le lien entre sa définition du politique et comment, partant de là, la recherche peut produire des analyses percutantes sur la légitimation de nombreuses formes de direction sociale.

Enfin, notre dernière et *troisième* remarque concerne le traitement que S. Bartolini accorde aux valeurs. Trop orienté par sa critique justifiée de D. Easton et du fonctionnalisme, il confond systématiquement la poursuite du respect des valeurs avec celle de n'importe quel autre objectif économique ou social (le profit, la paix, etc.). Ainsi, il finit par considérer que, sur le plan substantif, la motivation politique ne se distingue d'autres intentions que « *by the desire and the need for compliance* » (p. 44). Si l'on peut aisément le suivre lorsqu'il cherche à réinjecter dans l'analyse les quêtes de monopole et de conformité, doit-on écarter en même temps ce qui, au fond, motive de telles entreprises ? De même, si S. Bartolini a sans doute raison lorsqu'il affirme que le politique concerne toujours les règles et les normes, n'est-ce pas justement les représentations de ce qui est juste ou injuste (c'est-à-dire les valeurs) qui sont toujours mobilisées pour changer ou reproduire de telles institutions²³ ?

Andy Smith

FNSP, Centre Émile Durkheim, Sciences Po Bordeaux

²⁰. Comme celle que nous avons développée dans Xavier Itçaina, Antoine Roger, Andy Smith, *Varietals of Capitalism. A Political Economy of the Changing Wine Industry*, Ithaca, Cornell University Press, 2016.

²¹. Exemplifiée par Neil Fligstein, Doug McAdam, *A Theory of Fields*, Oxford, Oxford University Press, 2012.

²². Je songe ici notamment à la quantité de travaux de qualité inspirée par le concept du métier politique. Pour une vision transversale, cf. Jacques Lagroye, Bastien François, Frédéric Sawicki, *La sociologie politique*, Paris, Dalloz, 6e éd., 2006.

²³. C'est en tout cas la proposition que nous avons défendue dans Andy Smith, *The Politics of Economic Activity*, Oxford, Oxford University Press, 2016.